

COMMUNICATIONS

La lutte contre la fièvre aphteuse par la méthode de l'abattage des malades et contaminés dans le département du Finistère Bilan général

par G. PÉRUS

« En toute matière, le problème décisif, c'est l'homme ».

La mise en œuvre de la méthode de l'abattage des malades et contaminés de fièvre aphteuse dans le département du Finistère constitue, sur le plan technique, un indiscutable succès.

Le Finistère est le seul département qui soit resté pratiquement indemne de fièvre aphteuse au cours de l'épidémie qui a sévi en France pendant l'année 1957 ; seul il peut affirmer que pas un animal d'une espèce sensible, élevé sur son territoire et y vivant, n'a subi la moindre atteinte du virus aphteux ⁽¹⁾.

Le tableau ci-dessous résume chronologiquement les opérations poursuivies pour atteindre ce but, et leurs prix.

Sa lecture permet un certain nombre de constatations :

1° La situation géographique « privilégiée » du Finistère ne l'a pas mis à l'abri d'apparitions relativement fréquentes de foyers de fièvre aphteuse.

(1) A l'exception de quelques exploitations isolées atteintes au cours de l'année 1956.

Pendant une période (2^e quinzaine de janvier et début février 1958), il s'est trouvé assez profondément infecté (22 foyers) et placé ainsi dans des conditions tout à fait analogues à celles dans lesquelles a pu se trouver n'importe quel autre département d'élevage français.

2° A l'exception du mois de janvier 1957, au cours duquel il a été constaté 11 foyers, l'apparition de foyers nouveaux a été plus fréquente à partir de l'automne 1957, c'est-à-dire dans le même temps que l'épidémie était entrée sur l'ensemble du territoire dans sa période de déclin. Ce phénomène s'explique parfaitement :

Les foyers secondaires au mois de janvier ont été assez nombreux, malgré l'application de mesures de police sanitaire draconiennes, parce que l'abattage des animaux n'a pu être opéré que 6 et 7 jours après la constatation du premier foyer (ces 6 jours ont été consacrés à réunir le Conseil Général, obtenir son approbation et le vote de crédits indispensables et mettre en œuvre les moyens pratiques d'une première réalisation du système : camions étanches, stockage et commercialisation des viandes abattues, etc...).

Par la suite, le Finistère s'est trouvé relativement protégé, parce que les départements infectés appliquaient alors de leur mieux les mesures de police sanitaire prévues par le code rural. Les foyers nouveaux étaient en général déclarés, les hameaux ou communes infectés, isolés, les foires et marchés éventuellement supprimés. Le contrôle des importations était ainsi relativement aisé. Il en a été tout différemment à partir de l'automne lorsque, pour des raisons économiques, la totalité des foires et marchés a été à peu près systématiquement rétablie en France, et que les mesures de police sanitaire traditionnelles ont été pratiquement abandonnées.

3° Sur 22 foyers primaires, 10 seulement peuvent être rattachés à l'introduction d'animaux malades, contaminés, ou excréteurs chroniques de virus (deux cas).

On doit penser que les vecteurs passifs de virus ont joué un rôle important dans la propagation de la maladie ; parmi ceux-ci, les hommes — commerçants, cultivateurs, etc... — ont été vraisemblablement les plus dangereux. Un contrôle, même parfait, de la circulation du bétail aurait donc été incapable à lui seul de protéger le département.

4° Les animaux abattus ne représentent qu'un faible pourcentage du cheptel du département (en nombre, 0,25 % environ ; en

tonnage de viande, 0,16 %). La méthode de l'abattage n'a donc pu avoir d'influence sensible sur le peuplement bovin et porcin du département.

5° La dépense pour la collectivité se monte à 54 millions environ (33 millions pour le budget départemental), 21 millions de subventions de l'Etat). Elle représente approximativement la somme qui aurait été recueillie en demandant à chaque éleveur du Finistère une participation aux frais d'abattage de 100 fr. par tête de bétail de l'espèce bovine seule. Elle est donc à ce jour beaucoup moins élevée que la dépense qu'aurait exigée une vaccination simplement annuelle des seuls bovins adultes, à l'exclusion des porcs, des ovins et des jeunes animaux de l'espèce bovine.

Pour positif qu'il soit, ce bilan ne pouvait être réellement satisfaisant qu'avec la pleine approbation des intéressés : les éleveurs finistériens.

Elle a pu s'exprimer à l'occasion d'une assemblée groupant le 31 mars 1958 les représentants de toutes les associations agricoles et para-agricoles du département et toutes les personnalités intéressées par cette question ⁽¹⁾.

Cette assemblée a pendant plus de 4 heures passionnément discuté de la lutte contre la fièvre aphteuse : elle s'est unanimement déclarée hostile à une prophylaxie médicale fondée sur la vaccination. Elle a estimé que seule une vaccination bien faite et répétée assez souvent dans des élevages de haute qualité zootechnique pouvait être justifiée.

Elle a estimé que la méthode appliquée dans le Finistère depuis 16 mois avait été une source d'enrichissement pour l'élevage du département, pour le commerce et pour les communes rurales, et qu'elle lui semblait le seul moyen capable d'offrir à l'élevage français des possibilités d'exportation.

Elle a affirmé sa volonté de voir poursuivre la méthode de l'abattage entreprise, sans modification, c'est-à-dire associée à

(1) Participaient à cette assemblée, outre les représentants de l'administration : 13 conseillers généraux, dont le Président du Conseil Général et tous les membres de la Commission d'Agriculture du Conseil Général ; le bureau de la Chambre d'Agriculture du Finistère ; le bureau de la Fédération départementale des exploitants agricoles ; les représentants des syndicats et groupements d'élevage du département, et des herd books ; le bureau du syndicat des vétérinaires du département ; le bureau du syndicat des marchands de bestiaux du département ; les représentants de la boucherie, des expéditeurs ; le bureau du syndicat des producteurs de lait ; les représentants des laitiers du département ; les représentants des coopératives du Finistère, et de l'Office Central de Landerneau, etc., etc...

BILAN de JANVIER 1957 à MARS 1958

Mois	Nombre de foyers primaires	Origine	Nbre total de foyers	Nombre d'animaux abattus			Indemnisations
				Bovins	Porcins	Ovins	
1957							
JANVIER	2	2 par im- portations	11	185	135		15.833.000
FEVRIER	2		3	36	35		3.450.000
MARS	1		1	13	5		1.150.000
AVRIL	2	1 par im- portation	5	62	57		4.970.000
MAI	1		1	9	19		1.055.000
JUIN	1		3	39	19	6	3.265.000
JUILLET	0		1	14	6		1.070.000
AOÛT	Néant	Néant		Néant	Néant	Néant	Néant
SEPTEMBRE	1	1 par im- portation	5	54	46		4.970.000
OCTOBRE	3	2 par im- portations	11	189	29		15.207.000
NOVEMBRE	0		1	7	2	4	605.000
DECEMBRE	3	1 par im- portation	7	95	104	3	10.510.000
BILAN 1957	16		49	703	456	13	62.085.000
1958							
JANVIER	2	1 par im- portation	11	145	96		15.224.700
FEVRIER	3	1 par im- portation	11	182	187		20.612.000
MARS	1	1 par im- portation	2	44	18		4.917.000
BILAN GENERAL	22	10 par im- portations	73	1.074	757	13	102.838.700

B I L A N G E N E R A L

I - <u>DEPENSES</u> :	Indemnisations	102.830.700
	Désinfection-divers	<u>1.500.000</u>
TOTAL :		104.330.700
II - <u>RECETTES</u> :	Viandes	49.902.347
	Etat (subventions)	<u>21.275.000</u>
		71.177.347
III - <u>DEPENSES REELLES POUR LE FINISTERE</u> :		104.330.700
		<u>71.177.347</u>
		<u>33.153.353</u>

une police sanitaire impitoyable et une désinfection systématique largement pratiquée. A l'unanimité elle a adopté une résolution dans ce sens ⁽¹⁾.

Il convient d'ajouter que dans les jours qui ont précédé cette manifestation, des pétitions signées réclamant le maintien de la méthode de l'abattage ont été envoyées par les organisations d'élevage des régions même où la fièvre aphteuse avait sévi de façon inquiétante, en particulier dans la région brestoise.

Cette approbation chaleureuse, dans un pays de bocage peuplé d'une multitude de petits exploitants réputés pour leur individualisme, d'une méthode dont la mise en œuvre est si ingrate et rebutante que chacun la disait il y a encore un an inapplicable en France, est riche d'enseignements.

La décision prise au mois de janvier 1957 n'avait, dans les premiers temps, pu être suivie qu'au prix d'un très gros effort permanent de persuasion ⁽²⁾.

La résolution du 31 mars 1958 donne la mesure de l'éducation des éleveurs finistériens en matière de prophylaxie, d'hygiène générale et pour tout dire d'élevage que leur a apportée cette longue expérience : parce qu'elle a été mise en pratique, vécue et discutée par eux-mêmes ; parce que chaque erreur ou chaque faute était impitoyablement sanctionnée par la disparition du cheptel, et parce que l'erreur ou la faute d'un seul intéressait tout l'ensemble des éleveurs.

CONCLUSION.

Qu'il s'agisse de fièvre aphteuse, de tuberculose ou de n'importe quelle autre maladie de l'élevage, le problème essentiel est évidemment de protéger les effectifs sains.

L'abattage est un pis-aller, c'est la rançon, la sanction d'une faute dangereuse pour la collectivité.

Ainsi, c'est dans la connaissance correcte des grandes règles de la prévention et de l'hygiène, et dans leur application sérieuse

(1) Voir en annexe le texte de la résolution.

(2) Il convient de souligner que l'arrêté ministériel du 6 mars 1957, légalisant la méthode de l'abattage dans le département du Finistère, n'a pas été diffusé dans les milieux paysans. Aucun arrêté préfectoral n'a jamais été pris à ce sujet. Il n'en a jamais été fait état auprès des intéressés.

Les 73 éleveurs dont le cheptel a été abattu avaient donc la conviction qu'ils étaient en droit de refuser l'abattage. Ils ont tous accepté : la plupart parce qu'ils étaient convaincus, les autres par contrainte sociale. Le « climat » interdisait également et la non-déclaration, et le refus.

par des éleveurs convaincus de leur efficacité que réside tout le secret de l'amélioration du cheptel.

Il convient donc de ne pas rendre cette éducation rebutante, en leur imposant une réglementation et un contrôle tracassiers, élaborés en dehors d'eux ; c'est en liaison étroite avec des techniciens collaborant avec eux sur le terrain, tirant avec eux les enseignements des échecs plus encore que des succès, que des progrès durables peuvent être réalisés.

La lutte contre la tuberculose, par exemple, serait un non-sens, si elle n'était pas aussi (nous sommes tentés de dire surtout) l'occasion d'apprendre aux éleveurs, avec la patience que permet la lente évolution d'une maladie chronique, les premières notions de contagion, de prévention et d'hygiène.

Sans doute la prophylaxie de la fièvre aphteuse est plus sévère, elle ne laisse de place ni aux négligences, ni aux atermoiements, ni aux erreurs, mais elle fait appel, de façon seulement plus spectaculaire, à des disciplines identiques, elle impose des solutions similaires.

Ainsi la méthode de l'abattage en matière de fièvre aphteuse, avec toute la rigueur qu'exige son succès, apporte à son tour à l'élimination des autres maladies de l'élevage une aide puissante.

Elle contribue à mettre en application la pensée de Leclainche : « L'élevage n'est pas autre chose que l'hygiène en action ».

25 avril 1958.

G. PÉRUS.

RESOLUTION

présentée à l'Assemblée du 30 mars par M. UCHARD
conseiller économique, représentant la Chambre d'Agriculture
du Finistère

La Fièvre Aphteuse, l'accord est unanime sur ce point, est l'un des fléaux les plus graves qui peuvent s'abattre sur les élevages.

Les ravages immédiats sont considérables, les conséquences lointaines le sont davantage. Les méthodes préventives et curatives appliquées jusqu'à présent sont encore incertaines, les controverses qu'elles suscitent en sont la preuve.

Par contre, l'abattage, sitôt un foyer décelé, des animaux atteints, et de ceux susceptibles de l'être, donne des résultats dont l'expérience pratiquée dans le Finistère depuis janvier 1957 ne permet

plus de douter. Tant qu'une thérapeutique éprouvée, et indiscutable, n'aura pas vu le jour, l'abattage obligatoire reste le moyen le plus sûr de combattre le fléau. Ce moyen, en outre, reste le plus économique, les chiffres du Finistère en témoignent.

L'Assemblée réunie le 31 mars, à la Préfecture du Finistère, et groupant les représentants de la Chambre d'Agriculture, de la F.D.S.E.A., de l'Union départementale des Groupements d'Elevage par l'Hygiène, du Syndicat départemental des Vétérinaires, du Syndicat des Marchands de Bestiaux, constatant ces faits, expriment leur reconnaissance au Conseil Général, à M. le Préfet, à M. le Directeur des Services Vétérinaires et à ses Services, aux Vétérinaires, aux marchands de bestiaux et se plaisent à rendre hommage à la discipline méritoire à laquelle se sont soumis bénévolement les Chefs d'exploitation, leurs familles, leur personnel, à l'appel de leurs organisations professionnelles.

Les résultats acquis et les sacrifices déjà faits ne doivent pas être perdus. Aussi le vœu est-il exprimé :

1° Que l'abattage obligatoire soit poursuivi sans faiblesse dans le Finistère, selon les méthodes appliquées avec succès depuis 15 mois.

2° Que les départements voisins veuillent bien se joindre à nous, pour l'appliquer chez eux, dès que la diminution de l'épizootie actuelle le rendra pratiquement possible.

3° Qu'ensuite et progressivement il soit étendu à toute la Bretagne.

4° Qu'une législation intervienne dans les plus courts délais pour rendre possible dans tous les départements l'extension de cette méthode de l'abattage obligatoire des animaux malades et contaminés, sur décision des Conseils Généraux, de l'Administration préfectorale et la consultation des organismes professionnels.
